

BURUNDI

Vie politique...

(BUR_1) ICG – 25/10

Although the institutions are functioning and the government has been priding itself on its development and security achievements, Burundi is regressing. Due to the 2010 electoral impasse, the Arusha agreement has been replaced by a de facto one-party system characterised by the end of dialogue between the opposition and the ruling party, the government's authoritarian drift and the resumption of political violence.

Read the report under :

<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/burundi/192-burundi-bye-bye-arusha.aspx>

Sécurité, Armée...

(BUR_2) Xinhua – 23/10

Un groupe armé non encore identifié et des éléments de la Force de défense nationale du Burundi (FDN) se sont affrontés lundi dans la province de Cibitoke dans l'ouest du Burundi, a rapporté la Radio Publique Africaine (RPA) dans son édition matinale.

L'affrontement a eu lieu sur la colline Mahande en commune Murwi tout au long de la journée de lundi. Selon cette source, ces combats qui se sont déroulés dans cette localité limitrophe de l'est de la RDC ont été confirmés par l'état-major de la FDN sans préciser s'il y aurait eu des dégâts humains ou matériels.

Les éléments de ce groupe armé, précise-t-on, se seraient repliés vers l'est de la RDC.

Lire aussi sous :

<http://www.rfi.fr/afrique/20121025-armee-burundaise-affrontements-rebelles-nord-burundi>

Justice, Droits de l'homme...

(BUR_3) RFI – 20/10

Au Burundi, alors que le pouvoir est sous la pression de ses principaux bailleurs de fonds occidentaux, dont l'Union européenne, à propos d'une soixantaine de cas d'exécutions extrajudiciaires documentés par l'ONU en 2011, on a découvert en début de semaine cinq corps flottant à l'embouchure de la rivière Rusizi sur le lac Tanganyika. Et cela à une dizaine de jours d'une conférence qualifiée de cruciale qui doit réunir dans une dizaine de jours à Genève, tous les partenaires du développement du Burundi.

Des pêcheurs ont découvert par hasard mardi 16 octobre ces cinq corps flottants sur la rivière Rusizi, une dizaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale Bujumbura. Deux étaient ligotés par les bras, un autre avait été décapité. L'horreur absolue selon ceux qui ont vu les cadavres. Trois des personnes décédées ont été identifiées peu après comme étant des membres de l'opposition burundaise qui auraient été enlevées, puis exécutées par des agents des services

burundais. De nouveaux noms qui viennent allonger la liste des victimes d'exécutions extrajudiciaires dans ce pays. De quoi susciter une nouvelle fois l'indignation du Forum pour le renforcement de la société civile comme en témoigne son leader, Pacifique Nininahazwe : «C'est un phénomène qui avait été plus massif en 2011 ; nous sommes fortement préoccupés que ce phénomène réapparaisse encore une fois, et dans le silence total des autorités ».

Les autorités burundaises sont enfin sorties de leur silence samedi 20 octobre par la voix du porte-parole du Parquet chargé apparemment d'éteindre cet incendie. Elie Nkungwanayo s'est donc évertué à réfuter le terme d' « exécutions extrajudiciaires », avant même la fin des enquêtes en cours : « Nous écartons d'abord la responsabilité de l'Etat dans la mesure où le ministère public, il est à l'œuvre. C'est la conclusion de ces investigations qui va nous dire qui est l'auteur, qui est complice ».

À Bujumbura, certains se demandent « qui a intérêt à ternir aujourd'hui l'image du pouvoir » à un tel moment.